|  |
| --- |
| Accord**-**TYPE |
| **MODÈLE D’ACCORD-TYPE****à l’intention des emprunteurs de** **la Banque mondiale** |
| Achat de fournitures et services connexes par le PAM dans le cadre de projets financés par la Banque mondiale |
|  |
|  |
| **Juin 2017****[Mis à jour Mai 2022]** |

Le présent document est protégé par le droit d'auteur.

Le présent document ne peut être utilisé ou reproduit qu’à des fins non commerciales. Toute utilisation commerciale, y compris et sans réserve, la revente, l’accès payant, la redistribution ou l’élaboration des œuvres dérivées, telles que des traductions non officielles du présent document, est interdite.

**AVANT-PROPOS**

1. Le présent Accord-type relatif à l’achat de fournitures et services connexes résulte de la coopération entre la Banque mondiale (ci-après "la Banque")[[1]](#footnote-2) et le Programme alimentaire mondial (ci-après "le PAM").
2. Le présent Accord-type a été validé et signé d’une part par le Vice-Président du département des politiques opérationnelles et services aux pays de la Banque mondiale, et d’autre part par le Directeur exécutif du PAM le 7 juin 2017. Le modèle a été mis à jour en mai 2022 pour refléter les catégories de coûts révisées convenues à l'Annexe I et mettre à jour le titre des rapports financiers.
3. Le présent document peut, soit être utilisé pour un achat ponctuel, soit tenir lieu d’accord-cadre.
4. La date d’achèvement de l’Accord ne peut pas dépasser la date de clôture du projet.
5. Les indications en *italiques* sont des *"Notes aux utilisateurs",* qui visent à aider l'agent d’exécution de l’emprunteur et l’équipe de travail du PAM à préparer un Accord particulier. Ces *notes en italiques* doivent être supprimées de la version finale avant la signature de l’Accord.
6. Ceux qui souhaitent soumettre des observations ou poser des questions au sujet du présent document, ou pour obtenir des conseils sur l’utilisation du présent contrat type, veuillez écrire à: [unagencies@worldbank.org](file:///C%3A%5CUsers%5CGreco%5CAppData%5CLocal%5CMicrosoft%5CAAA-TRAVAUX%20EN%20COURS%5CALEX%5Cunagencies%40worldbank.org).
7. Pour toute question ou information concernant le PAM, veuillez contacter :

Programme Alimentaire Mondial

STR.IFIContracting@wfp.org

*L’Accord-type à l’usage des emprunteurs commence à la page suivante.*

**ACCORD**

**RELATIF À L’ACHAT DE FOURNITURES ET SERVICES CONNEXES**

***[ajouter le titre particulier – optionnel]***

**Nom du Projet[[2]](#footnote-3)**

**Prêt/Crédit/Don N°**

**Numéro de référence** [*tel qu’il figure dans le plan de passation de marchés du Projet*]

**Numéro de référence du PAM**

**Date de clôture du projet** [*jour/mois/année*]

**Date de clôture de l’Accord de financement[[3]](#footnote-4):** [*jour/mois/année*]

**entre**

**LE GOUVERNEMENT DU/DE LA/DES [*nom du pays*]**

**et**

**LE PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (PAM)**

**Date:** *[date du jour/nom du mois/année]*

|  |  |
| --- | --- |
|  | ***Insérer le logo de l'emprunteur*** |

**MODÈLE D'ACCORD**

LE PRÉSENT ACCORD (ainsi que toutes ses annexes ci-jointes, ci-après l’"Accord") est conclu entre **LE GOUVERNEMENT** [*du/de la/des/d’ nom du pays*] par l’entremise de son [*Ministère du/de la/des/ d’ XXX/organisme d’exécution* (ci-après le "Gouvernement") et le **PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL**, un programme autonome subsidiaire conjoint des Nations Unies et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), dont le siège est sis à Rome, en Italie, par l'intermédiaire de son Bureau*[de pays] [régional]* à/en/au *[pays] [Unité du Siège*] (le "PAM" ou le "Partenaire des Nations Unies"; le "PAM" et le Gouvernement, sont également ci-après dénommés séparément "Partie" ou collectivement "Parties").

**ATTENDU QUE**

1. Le PAM est un programme autonome subsidiaire conjoint des Nations Unies et de la FAO, avec un double mandat d’aide humanitaire et de développement visant à fournir une aide d’urgence et une aide au développement afin d’éradiquer la faim et la pauvreté dans les pays les plus pauvres et les plus exposés à l'insécurité alimentaire. Le PAM et le Gouvernement collaborent en/au [*nom du pays*], conformément à l'Accord de base conclu entre le Gouvernement et le PAM en date du [*insérer la date*] (ci-après l’"Accord de base")[[4]](#footnote-5).
2. Le Gouvernement, en collaboration avec ses partenaires de développement, notamment le PAM et la Banque mondiale[[5]](#footnote-6) (ci-après la "Banque"), met en œuvre [*indiquer le nom du projet*] (ci-après le "Projet"). Le Gouvernement a en effet reçu des fonds de la Banque (ci-après le "financement") pour financer le projet conformément à un accord juridique relatif au projet (ci-après l’" Accord de financement").
3. Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet, le Gouvernement a fait appel au PAM qui a accepté d’acheter les fournitures et de fournir les services connexes conformément à ce qui est énoncé à l’**Annexe I** du présent Accord (ci-après les "Fournitures").

 **EN CONSÉQUENCE,** les Parties conviennent de ce qui suit:

1. Le Gouvernement se propose d’utiliser une partie du Financement, jusqu’à concurrence d’un montant total de [***indiquer le montant en lettres***] ([*indiquer le**montant en chiffres*]) dollars des États-Unis (ci-après le "Plafond du financement total"), pour les paiements autorisés au titre du présent Accord. Le Plafond du financement total constitue la meilleure estimation par les Parties (à la date de signature du présent Accord), calculée pour la quantité totale de fourniture requise pour la mise en œuvre du projet, comme indiqué à l'**Annexe** **I**.
2. Le présent Accord est signé et exécuté en français et toutes les communications, notifications, modifications et avenants relatifs au présent Accord sont effectués par écrit et rédigés dans cette langue.
3. Le présent Accord entre en vigueur à la date de la dernière signature (ci-après la "Date d’entrée en vigueur") et reste en vigueur jusqu’au [*indiquer la* *date qui ne doit pas dépasser la date de clôture du projet*] (ci-après la "Date d’achèvement"), sauf si les Parties en conviennent autrement par écrit. Toutes les activités inscrites à l’**Annexe** **I** doivent être achevées sur le plan opérationnel à la date d’achèvement et la clôture des comptes accomplie au plus tard trois (3) mois après cette date.
4. Le Gouvernement désigne [*indiquer le nom et la fonction de la personne*] et le PAM désigne [*indiquer le nom et la fonction de la personne*] comme leurs représentants respectifs autorisés aux fins de la coordination des activités relevant du présent Accord. Les coordonnées des représentants autorisés sont les suivantes:
5. Représentant du Gouvernement: *[*[*indiquer le courriel et les numéros de téléphone et de télécopieur]*
6. Représentant du PAM: *[indiquer le courriel et les numéros de téléphone et de télécopieur]*
7. Aux fins de la coordination du Projet, les coordonnées du représentant de la Banque sont les suivantes:
8. Chef de l’équipe de travail de la Banque: *[indiquer le nom, le numéro de téléphone et le courriel]*
9. Le présent Accord doit être interprété de manière à respecter les dispositions de l’Accord de base, ainsi que les dispositions de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies de 1946 et/ou de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées de 1947 (ci-après, collectivement, les "Conventions"), selon le cas.
10. Le PAM n'assume aucune responsabilité pour toute perte ou dommage résultant de, ayant un rapport avec ou lié au présent Accord, à moins que le dommage ou la perte ne soit imputable à une négligence grave ou à une faute intentionnelle de la part du PAM. Le PAM n’est pas responsable des pertes ou dommages indirects ou consécutifs. La responsabilité du PAM aux termes des présentes est limitée au Plafond du financement total visé au présent Accord.
11. Aucune disposition du présent Accord ou s’y rapportant n’est réputée être une renonciation, expresse ou implicite, des privilèges et immunités du PAM, des Nations Unies et de la FAO, en vertu des Conventions, de l'Accord de base ou autre.
12. Le Gouvernement atteste qu'aucun fonctionnaire du PAM n’a bénéficié et ne bénéficiera, de la part du Gouvernement, d’aucun avantage découlant du présent Accord. Le PAM fait la même déclaration au Gouvernement. Les Parties conviennent que tout manquement à la présente disposition constitue une violation d’un terme essentiel du présent Accord.
13. Les documents suivants font partie intégrante du présent Accord:
14. Conditions générales de l’Accord
15. Annexes:

Annexe I: Fournitures et services connexes, et calendrier de livraison

Annexe II: Calendrier de paiement

Annexe III: Formulaire du PAM – Facture (demande de paiement du PAM)

Annexe IV: Exigences en matière de rapports

**EN FOI DE QUOI**, les Parties aux présentes ont signé le présent Accord.

|  |  |
| --- | --- |
| **Le Gouvernement du/de la/des *[\_\_\_\_\_ ]*****Par:**[*signature*] **Nom:** [\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_]**Fonction:** [\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_]**Date: [***jour/mois en lettres/année*] | **PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (PAM)** **Par:** [*signature*] **Nom:** [\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_]**Fonction:**[\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_]**Date:** [*jour/ mois en lettres/année*] |

**CLAUSES GÉNÉRALES DE L’ACCORD**

##### DÉFINITIONS

1. Sauf indication contraire expresse, les termes suivants, lorsqu’ils sont utilisés dans le présent Accord, signifient ce qui suit :
2. Calendrier de livraison désigne le calendrier de livraison préliminaire pour chaque article, tel qu'il figure à l'**Annexe I**.
3. Services connexes désigne des services techniques autres que des services de consultants, directement liés à la fourniture de biens (notamment des produits) tels qu'énoncés à l'**Annexe I.**

**PORTÉE ET OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES**

1. Le Partenaire des Nations Unies convient de:

(a) acheter les fournitures figurant à l’**Annexe** **I,** conformément aux descriptions techniques (y compris toute garantie) et aux quantités estimées figurant à l'**Annexe** **I**; et

(b) fournir les services connexes figurant à l'**Annexe** **I** et conformément au présent Accord.

1. Le Gouvernement convient de:
2. verser au Partenaire des Nations Unies le paiement complet de tous les montants dus au titre du présent Accord en temps utile et dans les limites du Plafond du financement total et selon le Calendrier de paiement figurant à l’**Annexe II** (le "Calendrier de paiement");
3. apporter tout le soutien requis en lien avec les obligations du Partenaire des Nations Unies au titre du présent Accord, y compris obtenir ou aider à obtenir les permis, licences, autorisations d’importation et autres autorisations officielles, exonérations fiscales (le cas échéant) liées aux fournitures et à leur importation, transport et distribution dans le pays (en particulier, conformément à ce qui est prévu dans les dispositions de l’Accord de base); délivrer les procurations ou autorisations au Partenaire des Nations Unies et coopérer avec le Partenaire des Nations Unies d’une façon prompte et opportune; et
4. traiter toute réclamation découlant de l'exécution du présent Accord, qui pourrait être intentée par des tiers contre le Partenaire des Nations Unies ou son personnel, les consultants et les fournisseurs, et les dégager de toute responsabilité, à moins que le Gouvernement et le Partenaire des Nations Unies ne reconnaissent que la réclamation ou la responsabilité découle d'une négligence grave ou d'une faute intentionnelle de la part dudit personnel, de ces consultants ou de ces fournisseurs.

**PLAFOND DU FINANCEMENT TOTAL ET CALENDRIER DE PAIEMENT**

1. Les détails du calcul du Plafond du financement total, y compris le calcul des coûts du Partenaire des Nations Unies, sont présentés dans l'**Annexe I.**
2. Les paiements cumulatifs en faveur du Partenaire des Nations Unies dans le cadre du présent Accord ne doivent pas dépasser le Plafond du financement total indiqué à l'**Annexe I**, à moins d’une révision de cette disposition par avenant écrit approuvé par la Banque sur demande du Gouvernement. Le Partenaire des Nations Unies prend note du fait que les paiements opérés par le Gouvernement aux termes du présent Accord sont régis, à tous égards, par les modalités et conditions de l’Accord de financement et qu’aucune partie, à l’exception du Gouvernement, ne saurait se prévaloir des droits stipulés dans l’Accord de Financement ni prétendre détenir une créance sur les fonds provenant du Financement.
3. Les paiements dus aux termes du présent Accord doivent être versés conformément au Calendrier de paiement dès réception de la demande de paiement (**Annexe III**).
4. Le Gouvernement verse chaque paiement (directement ou en autorisant la Banque à payer pour le compte du Gouvernement) au profit du compte du Partenaire des Nations Unies, par virement bancaire, dans les dix (10) jours suivant la réception de la demande de paiement du Partenaire des Nations Unies. Tous les paiements sont exécutés en dollars des États-Unis d’Amérique. Le taux de change opérationnel des Nations Unies est utilisé pour convertir les dépenses versées aux fournisseurs dans d'autres devises.
5. Dès réception du montant total indiqué dans la demande de paiement, le Partenaire des Nations Unies lance la procédure d’acquisition nécessaire pour l’achat des fournitures couvertes par la demande de paiement. Le Partenaire des Nations Unies n’est pas tenu d’entamer ou de poursuivre la mise en œuvre des activités tant qu’il n’a pas reçu les paiements dus aux termes du Calendrier de paiement, ni d’assumer une quelconque responsabilité en cas de dépassement des montants prévus.
6. Le Partenaire des Nations Unies reçoit et gère les fonds qui lui sont transférés aux termes du présent Accord conformément à ses règlements, règles, instructions et procédures. Tout intérêt que le Partenaire des Nations Unies tire des fonds reçus dans le cadre du présent Accord est traité conformément à ses règlements, règles, instructions et procédures.
7. Le Partenaire des Nations Unies établit un code distinct identifiable (compte du grand livre, ci-après le "Compte") permettant d’enregistrer tous les reçus et débours du Partenaire des Nations Unies pour les besoins du présent Accord. Le compte du grand livre est soumis exclusivement à l'audit interne et externe du Partenaire des Nations Unies, conformément au règlement financier et aux règles de gestion financière du Partenaire des Nations Unies. Les Parties conviennent de ce que les livres et registres financiers du Partenaire des Nations Unies sont régulièrement vérifiés conformément aux procédures d’audit interne et externe définies dans le règlement financier et les règles de gestion financière du Partenaire des Nations Unies, et que les vérificateurs externes du Partenaire des Nations Unies sont nommés par l’organe directeur du Partenaire des Nations Unies et lui font rapport[[6]](#footnote-7). Pendant toute la durée de validité du présent Accord, le Partenaire des Nations Unies veille à ce que ses comptes soient vérifiés et que les rapports des vérificateurs externes soient publiés sur son site Web dans les dix (10) jours suivant la date à laquelle ils deviennent des documents publics pour avoir été présentés à l’organe directeur de l’ONU.[[7]](#footnote-8)
8. Au cas où l’état financier final certifié à fournir en vertu de l’**Annexe IV** (ci-après "l’État financier final certifié") indique le solde en faveur du Gouvernement, le Gouvernement se concertera avec la Banque avant de fournir les instructions de paiement pertinentes au Partenaire des Nations Unies pour le remboursement. Le Partenaire des Nations Unies effectuera le remboursement dans un délai de trente (30) jours calendaires suivant la réception des instructions de paiement.

**ACHAT ET LIVRAISON DE FOURNITURES**

***Achat de fournitures et fourniture de services connexes***

1. Les fournitures sont achetées, expédiées, livrées et les services connexes fournis conformément aux clauses du présent Accord et aux règlements, règles, instructions et procédures du Partenaire des Nations Unies.

***Dispositions particulières relatives à l’achat et à la livraison des produits alimentaires***

1. Les produits alimentaires suivants sont achetés auprès de fournisseurs approuvés par le PAM, conformément aux normes spécifiées ci-dessous, et doivent être de bonne qualité, sûrs et propres à la consommation humaine, conformes aux normes alimentaires pertinentes, comme indiqué ci-dessous[[8]](#footnote-9):

*[supprimer les articles inutiles]*

1. **PlumpySup:** Le supplément alimentaire à base de lipides enrichi et énergétique est conditionné en paquets individuels résistants. Le produit doit être conforme, du point de vue de la sécurité sanitaire des aliments, aux directives et aux normes du Codex Alimentarius et de l’Organisation internationale de normalisation (ISO) concernant notamment les préparations alimentaires d’appoint, l’adjonction d’éléments nutritifs essentiels aux aliments, les principes généraux d’hygiène alimentaire, les systèmes de gestion de la sécurité sanitaire des aliments et les systèmes de gestion de la qualité des aliments.
2. **Supercereal (CSB+):** Le mélange maïs-soja (avec sucre) est confectionné à partir de maïs et graines de soja traités à la chaleur, sucre, vitamines et minéraux. Le produit doit être conforme, du point de vue des matières premières, de la composition et de la fabrication, aux directives et aux normes du Codex Alimentarius concernant l’hygiène, les préparations alimentaires d’appoint et l’adjonction d’éléments nutritifs essentiels aux aliments.
3. **Huile végétale enrichie:** L’huile achetée est riche en vitamines A et D et doit être conforme à la norme Codex CAC/GL 09-1987 – Principes généraux pour l’adjonction d’éléments nutritifs essentiels aux aliments.
4. **Céréales:** Les céréales sont achetées en fonction du prix, du délai de livraison et des préférences, et peuvent comprendre du riz blanc (25 pour cent en brisures).
5. *[Insérer d’autres articles si nécessaire]*

***Clauses de livraison et assurance***

1. Les produits sont livrés conformément aux règles du PAM et aux clauses énoncées à l'**Annexe I**.

***Progrès de mise en œuvre***

1. Le Partenaire des Nations Unies informe le Gouvernement et la Banque de tout retard de livraison éventuel ou avéré, y compris de sa durée probable et de ses causes, dès que le Partenaire des Nations Unies obtient des informations sur ce retard. Le Partenaire des Nations Unies fournit des efforts de bonne foi pour s'assurer que les retards de livraison réels sont minimisés.

***Douanes et dédouanement, autres permis et licences***

1. Sous réserve du paragraphe 3 (b), le Partenaire des Nations Unies est entièrement responsable des éléments suivants, sauf accord contraire des deux Parties par écrit: réception des fournitures, dédouanement et enlèvement, expédition et distribution des fournitures aux destinations finales.

**OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE RAPPORTS**

1. Le Partenaire des Nations Unies veille à la bonne tenue des comptes et dossiers relatifs au financement octroyé dans le cadre du présent Accord, conformément à son règlement financier et ses règles financières, et dont la forme et les détails permettent d’identifier clairement tous les frais engagés et toutes les dépenses consenties dans le cadre du présent Accord.
2. Le Partenaire des Nations Unies est appelé à présenter au Gouvernement des Rapports d’avancement et de finance écrits préparés par le bureau de pays du Partenaire des Nations Unies (les "Rapports d’avancement") et d’en faire une copie à la Banque sur l'avancement de la livraison et la distribution des fournitures aux bénéficiaires finaux et sur l'utilisation des fonds pendant la période de rapport. La fréquence et le modèle des rapports sont indiqués à l’**Annexe IV.**
3. À la demande du Gouvernement et à la suite de consultations entre le Partenaire des Nations Unies et le Gouvernement, le Partenaire des Nations Unies peut fournir des renseignements, clarifications, et documents supplémentaires en vertu du principe de l'audit unique des Nations Unies.

**FORCE MAJEURE**

1. Toute Partie confrontée à un cas de force majeure l’empêchant de s’acquitter de ses obligations contractuelles n’est pas considérée comme ayant manqué à celles-ci. Ladite Partie doit alors déployer tous les efforts jugés raisonnables pour atténuer les conséquences de ce cas de force majeure. Dans le même temps, les Parties doivent se consulter sur les modalités de la continuation de l’exécution du présent Accord. Le terme "force majeure", au sens du présent Accord, désigne sans s’y limiter les catastrophes naturelles telles que les tremblements de terre, les inondations, les cyclones ou les éruptions volcaniques; les guerres (déclarées ou non), les invasions, les actes de force ennemies étrangères, les actes de rébellion, de terrorisme ou de révolution; les insurrections, les coups d’état militaires ou toute usurpation de pouvoir, les guerres civiles, les émeutes, les agitations ou troubles de l’ordre public; les accidents entraînant des contaminations radioactives ou par des rayonnements ionisants; et tout acte de nature ou d’ampleur similaires.

**PRÉVENTION DE LA FRAUDE ET DE LA CORRUPTION**

1. Dans l'éventualité où le Gouvernement, le Partenaire des Nations Unies ou la Banque à la lumière de certains éléments d’information, juge nécessaire de procéder à un contrôle approfondi de la mise en œuvre du programme d’Assistance technique ou de l’utilisation des fonds fournis par le Gouvernement aux termes du présent Accord (notamment des allégations sérieuses d’éventuels actes de corruption et manœuvres frauduleuses, collusoires ou coercitives), l'entité ayant pris connaissance de telles informations en avertit aussitôt les deux autres.
2. Le cas échéant, dans les limites de la compatibilité avec le cadre de responsabilité et de supervision du Partenaire des Nations Unies et les procédures établies, ces informations sont aussitôt portées à l’attention du ou des responsables compétents du Gouvernement, du Partenaire des Nations Unies et de la Banque.
3. À la suite des consultations avec le Gouvernement et la Banque, et dans la mesure où il est question d’actes relevant de son autorité ou de sa responsabilité, le Partenaire des Nations Unies prend en temps voulu les mesures qui s’imposent conformément à ses règlements, règles, instructions et procédures applicables, en vue mener une enquête à ce sujet. Les Parties conviennent et reconnaissent que le Partenaire des Nations Unies n’est nullement habilité à enquêter sur des fonctionnaires du Gouvernement ou des consultants de la Banque.
4. Si l’enquête confirme que des actes de corruption, des manœuvres frauduleuses, collusoires ou coercitives ont été commis, en vertu de la prérogative de recourir à des mesures coercitives dévolue au Partenaire des Nations Unies, le Partenaire des Nations Unies prend en temps voulu les dispositions qui s’imposent vu les conclusions de l’enquête, conformément à son cadre de responsabilité et de contrôle, y compris ses règlements, règles, instructions et procédures en vigueur, le cas échéant.
5. En conformité avec le cadre de responsabilité et de contrôle du Partenaire des Nations Unies, y compris, ses règlements, règles, instructions et procédures, le Partenaire des Nations Unies informe régulièrement le Gouvernement et la Banque, par des moyens de communication convenus, des mesures prises et des résultats de leur mise en œuvre, y compris le cas échéant, des informations sur tous montants recouvrés. Ces montants recouvrés, le cas échéant, sont pris en compte lors du calcul des soldes définitifs du compte du Grand Livre (le Compte), ou, si le recouvrement a lieu après la date du calcul et du transfert de ces soldes définitifs, le Gouvernement consulte la Banque et communique au Partenaire des Nations Unies les modalités de paiement concernant les montants en question.
6. Aux fins du présent Accord, les définitions suivantes s'appliquent:

(i) "acte de corruption" désigne le fait d’offrir, donner, recevoir ou solliciter, directement ou indirectement, tout objet de valeur dans le but d’influencer indûment les actions d’une autre partie;

(ii) "manœuvre frauduleuse" désigne tout acte ou omission, y compris une fausse déclaration, qui, intentionnellement ou par négligence, induit ou vise à induire une partie en erreur, dans le but d’obtenir un avantage financier ou de toute autre nature ou de se soustraire à une obligation ;

(iii) "manœuvre collusoire" désigne une entente entre deux ou plusieurs parties visant à atteindre un but illégitime, y compris influencer indûment les actes d’une autre partie ;

(iv) "manœuvre coercitive" désigne le fait de porter atteinte ou de nuire ou menacer de porter atteinte ou de nuire, directement ou indirectement, à une quelconque partie ou à ses biens dans le but d’influencer indûment ses actes.

1. Si le Gouvernement ou la Banque a des raisons valables de penser que le Partenaire des Nations Unies ne s’est pas conformé aux dispositions du présent chapitre, le Gouvernement ou la Banque peut solliciter des consultations directes de haut niveau entre la Banque, le Gouvernement et le Partenaire des Nations Unies en vue d’obtenir, conformément au cadre de responsabilité et de contrôle du Partenaire des Nations Unies et dans le respect de la confidentialité, l’assurance que les mécanismes de responsabilité et de contrôle du Partenaire des Nations Unies ont été ou seront dûment appliqués. Ces consultations directes peuvent aboutir à une entente entre le Gouvernement, la Banque et le Partenaire des Nations Unies sur des mesures supplémentaires à prendre ainsi que le calendrier pour leur mise en œuvre. Les Parties prennent acte des dispositions pertinentes des règlements financiers du Partenaire des Nations Unies.
2. Les Parties conviennent et reconnaissent qu’aucune disposition du présent chapitre n’est réputée lever ou limiter les droits ou prérogatives de la Banque ou de toute autre entité du Groupe de la Banque mondiale tels que spécifiés dans l’Accord de financement ou autrement, de mener des enquêtes sur des allégations ou autres informations relatives à d’éventuels actes de corruption et manœuvres frauduleuses, coercitives, collusoires ou obstructionnistes qui sont le fait d’un tiers, ou de sanctionner ou prendre des mesures correctives contre ledit tiers impliqué dans lesdits actes ou manœuvres comme établi par le Groupe de la Banque mondiale, sous réserve toutefois que dans le chapitre "Prévention de la fraude et de la corruption", le terme "partie tierce" employé ne désigne pas le Partenaire des Nations Unies. En conformité avec le cadre de responsabilité et de contrôle du Partenaire des Nations Unies, y compris ses règlements, règles, instructions et procédures et à la demande de la Banque, le Partenaire des Nations Unies coopère avec la Banque ou toute autre entité lors de la conduite des enquêtes.
3. a) Le Partenaire des Nations Unies exige de toute partie avec laquelle il a signé un accord à long terme ou à laquelle il a l’intention de passer commande ou signer un contrat dans le cadre du présent Accord, qu’elle le lui révèle si elle fait l’objet d’une sanction ou suspension temporaire imposée par un organisme faisant partie du Groupe de la Banque mondiale[[9]](#footnote-10). Le Partenaire des Nations Unies tient dûment compte de ces sanctions et suspensions temporaires telles que divulguées lors de l’attribution des contrats au titre de la fourniture d’assistance technique en vertu du présent Accord.

b) Si le Partenaire des Nations Unies entend conclure un contrat au titre des activités d’assistance technique en vertu du présent Accord avec une partie ayant notifié au Partenaire des Nations Unies qu’elle faisait l’objet d’une sanction ou d’une suspension temporaire imposée par le Groupe de la Banque mondiale, la procédure suivante est alors applicable: (i) le Partenaire des Nations Unies en informe le Gouvernement, avec copie à la Banque, avant de signer ledit contrat; (ii) le Gouvernement et la Banque peuvent alors solliciter des consultations directes de haut niveau, le cas échéant, entre la Banque, le Gouvernement et le Partenaire des Nations Unies pour discuter la décision du Partenaire des Nations Unies; et (iii) si à la suite de ladite consultation, le Partenaire des Nations Unies choisit de procéder à la signature du contrat, la Banque peut notifier le Partenaire des Nations Unies, avec copie au Gouvernement, que le Financement ne peut être utilisé pour financer ledit contrat.

(c) Tous les montants reçus par le Partenaire des Nations Unies en vertu du présent Accord qui devaient servir au financement d’un contrat au titre duquel la Banque a exercé ses droits en vertu de l’article 29(b) (iii) ci-dessus sont utilisés pour couvrir les sommes demandées par le Partenaire des Nations Unies lors d’une demande de paiement ultérieure, le cas échéant, ou sont considérés comme un solde en faveur du Gouvernement lors du calcul des soldes définitifs à l’achèvement ou à la résiliation anticipée du présent Accord[[10]](#footnote-11).

**RÈGLEMENT DES LITIGES ENTRE LES PARTIES**

1. Le présent Accord est régi par les principes généraux du droit international, qui sont réputés inclure les Principes généraux d’UNIDROIT relatifs aux contrats du commerce international (2010). Tout litige, différend ou réclamation découlant du présent Accord ou en lien avec celui-ci est réglé conformément aux dispositions pertinentes de l’Accord de base ou, à défaut d’être réglé par voie de négociation ou par un autre mode de règlement convenu d’un commun accord, doit être soumis à l’arbitrage, à la demande de l’une ou l’autre partie. Chacune des parties désigne un arbitre, et les deux arbitres ainsi désignés choisissent un troisième arbitre qui exerce les fonctions de président. Si l’une des parties n’a pas désigné un arbitre dans les trente jours suivant la demande d’arbitrage ou si, dans les quinze jours qui suivent la désignation des deux arbitres, le troisième arbitre n’a pas été désigné, l’une ou l’autre des parties peut demander au Président de la Cour internationale de justice de désigner cet arbitre. La procédure d’arbitrage est définie par les arbitres, et les frais de l’arbitrage sont à la charge des Parties, tels que fixés par les arbitres. La sentence arbitrale doit contenir l’énoncé des motifs sur lesquels elle est fondée et constitue pour les Parties le règlement définitif du litige. Le tribunal arbitral n’a pas le pouvoir d’accorder des dommages-intérêts punitifs.

**RÉSILIATION ANTICIPÉE**

1. Le présent Accord peut être résilié avant la Date d’achèvement (ci-après la "Résiliation Anticipée") par l’une ou l’autre Partie dans un délai de trente (30) jours civils suivant un préavis écrit adressé à l’autre Partie, dans les circonstances suivantes:
2. Le Partenaire des Nations Unies n’est pas en mesure d’exécuter une partie importante du présent Accord pendant une période de soixante (60) jours civils en raison d’un cas de force majeure, ou si le Partenaire des Nations Unies détermine que, dans les circonstances actuelles, en raison d’une détérioration considérable de l’environnement opérationnel dans le pays, il ne peut plus mettre en œuvre les activités au titre du présent Accord;
3. Le Partenaire des Nations Unies ne reçoit pas le paiement du montant total indiqué dans la ou les demandes de paiement soumises conformément à l’Annexe II et non contesté par le Gouvernement, dans un délai de trente (30) jours suivant la date de cette demande de paiement ; ou
4. L'une ou l'autre partie viole l'une de ses obligations substantielles en vertu du présent Accord et n'y a pas remédié dans les soixante (60) jours civils (ou dans un délai plus long dont les parties peuvent avoir convenu par la suite par écrit) suivant la réception de l'avis spécifiant une telle violation.
5. Les dispositions du présent Accord subsistent à la Résiliation anticipée ou à l’achèvement de manière à permettre la conclusion de toutes les activités et le règlement des comptes entre les Parties. Dès réception par une Partie du préavis de Résiliation anticipée du présent Accord émis par l’autre Partie, les Parties conviennent de la stratégie de sortie afin de réduire toute éventuelle incidence négative associée à une Résiliation anticipée de l’Accord et prennent toutes les mesures raisonnables et nécessaires pour mener à terme autant d’activités que possible. En cas de Résiliation anticipée, les Parties conviennent du délai de soumission par le Partenaire des Nations Unies du dernier Rapport d’avancement et de l’État financier final certifié, et règlent les paiements dus au plus tard à la date de clôture de l’Accord de Financement.

**DISPOSITIONS DIVERSES**

1. ***Archivage.*** Le Partenaire des Nations Unies doit conserver tous les dossiers (contrats, rapports, factures, reçus, relevés et autres documents) relatifs au présent Accord conformément à sa politique en matière d’archivage.
2. ***Relation entre les Parties.*** Aucune disposition du présent Accord ne peut être interprétée comme établissant une relation de mandant et de mandataire entre le Gouvernement et le Partenaire des Nations Unies. Aucun agent ou représentant de l’une ou l’autre Partie n’est habilité à faire de déclaration, représentation, ou promesse ni à conclure d’accord non énoncé dans le présent Accord, et les Parties n’y sont pas liées ou tenues responsables.
3. ***Titres.*** Les titres contenus dans le présent Accord sont fournis à des fins de référence uniquement et ne peuvent pas limiter, modifier ou affecter le sens ou l’interprétation du présent Accord.
4. ***Notifications.*** Les notifications sont réputées avoir été "reçues" comme suit:
5. en cas de remise en main propre, la remise selon la date d’accusé de réception;
6. en cas de courrier recommandé, dans les quatorze (14) jours suivant l’envoi du courrier; et
7. en cas de la télécopie, dans les quarante-huit (48) heures suivant la transmission confirmée.
8. Une telle notification, demande ou approbation est réputée avoir été faite au moment de sa remise en main propre à un représentant autorisé de la Partie à laquelle la communication est adressée, ou lorsqu’elle est transmise à cette Partie à l’adresse indiquée dans le présent Accord.
9. ***Modifications.*** Des modifications peuvent être apportées au présent Accord pour des révisions mineures ou des clarifications au moyen de communications écrites entre les Parties.
10. ***Avenants.*** Toute révision substantielle concernant : (a) les principales fournitures (produits) figurant à l’**Annexe I,** b) la prolongation de la Date d’achèvement ou la Résiliation anticipée, ou c) le Plafond du financement total, ne peut être effectuée que par un avenant écrit signé par les deux Parties. Un tel avenant n’entre en vigueur que lorsque le Gouvernement notifie le Partenaire des Nations Unies que la Banque, le cas échéant, a approuvé ledit avenant.

ANNEXE I

## **FOURNITURES, SERVICES CONNEXES ETCALENDRIER DE LIVRAISON**

**PARTIE I: FOURNITURES ET SERVICES CONNEXES**

***1. Contexte***

***2. Description des fournitures et des services connexes[[11]](#footnote-12)***

***3. Plafond du financement total: Ventilation des coûts des fournitures***

***Tableau 1: Plafond du financement total***

|  |
| --- |
| **PRESTATION DE SERVICES** |
|   | Quantité | Valeur |
| (en tonnes) | (en dollars) |
|  |
| **(A) Prestation de services** |
| fourniture - valeur monétaire des articles | ….. | ………….. |
| dépenses connexes liées à la prestation | **……** | **………….** |
|  |  |
| **(B) Mise en œuvre** |  |
| Les coûts de mise en œuvre | ……………. |
|  |  |
| **('C) = (A)+(B) C) Les coûts opérationnels directs** |  |
|  | **………………..** |
| (D) Les coûts d’appui directs |  |
|  | **…………………….** |
| **(E) = (C) + (D) Total** |  |
|  |  |
| (F) Le recouvrement des coûts de gestion (MCR) (%) |  |
|  |  |
| **G) = (E)+(F) Coût Total et Plafond du financement total** | **…………………….** |

*Notes relatives au tableau:*

1. «Coût de transfert des fournitures» dans la catégorie des coûts de prestation de services:

Les coûts de transfert des fournitures sont les coûts engagés pour transférer les fournitures au destinataire et ajoutent directement de la valeur à ces transferts. Voici quelques exemples de frais de transfert liés à l’achat de fournitures :

* + 1. Les coûts liés aux fournitures, tels que l'assurance des fournitures à toutes les étapes de la chaîne d'approvisionnement, les frais d'inspection de la qualité, du poids, de l'emballage des fournitures et de l'état des envois livrés, etc.
		2. Transport des fournitures du point d'achat à la distribution finale, ainsi que les coûts d'exploitation et de gestion de la flotte de camions utilisés pour livrer les fournitures et le dédouanement.
		3. Stockage qui comprend tous les coûts liés à la gestion de l'entrepôt, tels que le loyer et l'équipement lié à l'entrepôt.
		4. Port qui comprend tous les coûts de gestion des opérations portuaires, de manutention du fret, de chargement/déchargement, etc.
	1. Les coûts de mise en œuvre:

Les coûts de mise en œuvre, qui correspondent aux couts directement imputables à la mise en œuvre d’activités données, autre que les coûts de transfert. Les coûts de mise en œuvre peuvent comprendre, sans s’y limiter, le personnel du PAM travaillant directement à la livraison des fournitures et d’autres activités pertinentes.

* 1. Les coûts opérationnels directs comprennent les coûts de transferts des fournitures et de mise en œuvre ci-dessus.
	2. Coûts de soutien direct (DSC) : Coûts qui sont gérés au niveau du pays et qui soutiennent directement de multiples activités requises pour l’approvisionnement en fournitures et la prestation de services connexes. Les coûts de soutien direct (gestion et autres coûts administratifs) ne sont pas liés à une activité spécifique, mais sont partagés entre diverses activités au sein du programme pays (appelé budget du portefeuille pays). Ils sont étendus par le bureau de pays dans la livraison des Fournitures et Services Connexes mais ne peuvent pas être directement attribués à une activité spécifique. Les coûts imputés au Projet sont proportionnels au soutien requis pour l’approvisionnement en fournitures et la prestation de services connexes et sont budgétés en fonction du partage des coûts avec d’autres programmes/activités du PAM. Les coûts de soutien direct peuvent inclure, sans s’y limiter, les coûts de gestion du bureau national (comme une partie des coûts directement liés à la fourniture des fournitures et des services connexes), les coûts de location et d’entretien du bureau, les coûts de location et de fonctionnement des véhicules et certains coûts de sécurité.

F) Le recouvrement des coûts de gestion (MCR) comprend les coûts spécifiques encourus par les divisions du siège et le bureau régional pour l'achat et la livraison de fournitures et services connexes. Ce taux est déterminé projet par projet en fonction des activités spécifiques requises pour acheter et livrer les fournitures et fournir les services connexes et ne dépasse pas 2 % du coût total des services.

G) Le coût total comprend les coûts directs (y compris les coûts opérationnels directs et les coûts d'appui directs) ainsi que le recouvrement des coûts de gestion.

Les rubriques budgétaires spécifiées ci-dessus sont des estimations au moment de la signature de l’Accord et peuvent varier au cours de la mise en œuvre de l’Accord. Le PAM peut conduire des réaffectations dans les rubriques budgétaires sans dépasser le Plafond du financement total.

Il est reconnu qu'au cours de la mise en œuvre du présent Accord, la situation dans le pays peut évoluer à un tel point que les exigences prévues et le nombre de bénéficiaires peuvent devoir être modifiés. Par exemple, les rations peuvent être ajustées pour assurer un soutien approprié aux besoins des groupes de population, conformément aux nouvelles directives nutritionnelles. Il est également reconnu que le prix du marché des produits et les coûts associés à la livraison et à la distribution des produits puissent changer. Ces changements peuvent entraîner un ajustement du nombre de bénéficiaires finaux ou du montant des fournitures achetées.

**PARTIE II. Calendrier de livraison**

***[insérer le calendrier de livraison prévu pour chaque fourniture et des services connexes figurant dans la Partie I ci-dessus]***

**CLAUSES GÉNÉRALES RELATIVES À LA**

**LIVRAISON ET LA MANIPULATION DES PRODUITS ALIMENTAIRES**

**FOURNIS PAR LE PAM**

 **(Clauses types du PAM)**

1. **LIVRAISON ET TITRE DE PROPRIÉTÉ DES LIVRABLES**
	1. ***Livraison dans les pays ouverts sur la mer***
2. Les marchandises expédiées par le PAM à des conditions de connaissements maritimes de lignes régulières et leurs titres de propriété seront considérés comme réceptionnés par le Gouvernement au moment du déchargement sur le quai ou, en cas d’acconage, au déchargement dans l’accon. Cependant, lorsque l’acconage est organisé et/ou supervisé par des armateurs, la livraison a lieu à l’amerrissage sur le quai à partir de l’accon.
3. Dans le cas de marchandises expédiées par le PAM en vertu d’une charte-partie conclue entre le PAM et les armateurs ou les affréteurs-transporteurs, la livraison expédiée sur cette base et son titre de propriété sont récupérés par le Gouvernement dans les cales du navire ou, en cas d’acconage, dans la cale du navire océanique, au fur et à mesure que les marchandises sont prises dans le dispositif ou l’engin de déchargement.
	1. ***Importations par transit terrestre***

Dans le cas de marchandises importées par transport terrestre, la livraison et le titre de propriété sont récupérés par le Gouvernement au(x) point(s) de livraison convenu(s), tel que spécifié dans la lettre d’entente.

* 1. ***Fourniture de ressources non‑alimentaires***

Les dispositions de 1.1 et 1.2 ci-dessus s’appliquent également à la fourniture de ressources non‑alimentaires fournies par le PAM.

1. **RÉCEPTION ET MANIPULATION DES PRODUITS AU POINT DE LIVRAISON**
	1. Dans tous les cas, le Gouvernement s’engage à assurer le déchargement rapide du navire, du camion ou de tout autre moyen de transport au point de livraison convenu.
	2. À partir du point de livraison convenu, toutes les dépenses, y compris les frais d’importation, les taxes, les prélèvements, les frais de port, de quai, d’entreposage, d’acconage, de débarquement, de tri et autres frais similaires, y compris toutes les formalités et tous les frais liés à la légalisation des documents d’expédition et aux autres certificats sont payés ou levés par le Gouvernement.
	3. En cas de déchargement de marchandises expédiées en vertu d'une charte‑partie entre le PAM et les armateurs ou affréteurs-transporteurs, les surestaries dues au fait que le Gouvernement n'organise pas un accostage et/ou un déchargement rapide au‑ débarcadère sont à la charge du Gouvernement et remboursables au PAM à la demande. D'autre part, toute distribution d’un déchargement rapide du navire d'affrètement par le Gouvernement est autorisée au Gouvernement. Les comptes de surestaries/d'expédition sont réglés annuellement.
	4. Dans tous les autres contrats de transport, les dommages-intérêts pour la détention causés par le fait que le Gouvernement n’a pas récupéré la livraison promptement sont à la charge du Gouvernement.
	5. Si l’un des frais ci-dessus est payé par le PAM en premier lieu, le Gouvernement prendra des mesures diligentes pour en assurer le remboursement.
2. **SURVEILLANCE ET RÉCLAMATIONS**
	1. **Généralités**
3. Le Gouvernement autorise les surveillants désignés par le PAM à examiner l'état des marchandises au moment du déchargement au point de livraison convenu, ou le plus tôt possible afin de déterminer leur état et l'ampleur des pertes et/ou des dommages pour préparer un certificat de déchargement et, si nécessaire, prendre des mesures contre le transporteur ou l'assureur pour ces pertes et/ou dommages.
4. Nonobstant toute autre disposition contenue dans le présent document, le PAM détient le droit exclusif de poursuivre toutes les réclamations contre le transporteur maritime ou terrestre en raison de la perte ou de l’endommagement des marchandises avant le transfert de propriété et de poursuivre, abandonner ou régler ces réclamations, à sa discrétion et, dans la mesure où des biens et/ou des risques ont été transférés, le PAM agit comme agent au nom du Gouvernement, qui prête son nom à toute procédure judiciaire si le PAM l’exige.
5. Sans préjudice de la définition du "transfert du titre de propriété" décrite ci-dessus, lorsque la livraison matérielle s’étend au-delà du point de transfert du titre de propriété, le PAM se réserve le droit, à sa discrétion, de réclamer au nom du Gouvernement les pertes subies entre le transfert du titre de propriété et la livraison physique.
6. En tout état de cause, l’heure et le lieu du transfert du titre de propriété, tels qu’énoncés ci-dessus, ne sont pas affectés par quelque approbation ou envoi du connaissement. Toute approbation ou envoi de cette nature est destiné uniquement à la commodité administrative du PAM ou des autorités destinataires.

3.2 **Fret maritime en vrac et en conditions de pleine charge vers les pays ouverts sur la mer**

1. En ce qui concerne les expéditions en vrac à bord des navires affrétés, les poids indiqués dans le connaissement ou le récépissé de fret non‑négociable doivent être considérés comme définitifs entre le PAM et le Gouvernement bénéficiaire. À l’arrivée du navire, le PAM organise un projet de visite pour déterminer, par approximation rapprochée, la quantité de cargaison à bord. Si le poids à bord, tel qu’il ressort de l’avant-projet d’enquête, indique un écart important entre ce poids et le poids du connaissement, le PAM étudie cette divergence en pleine coopération avec le Gouvernement. Une fois le déchargement terminé, il incombe au Gouvernement bénéficiaire de s’assurer qu’aucune cargaison n’est laissée à bord du navire. Si le navire transporte des marchandises pour plus d’un port, il incombe au Gouvernement bénéficiaire de s’assurer que les quantités exactes sont déchargées dans chaque port.
2. En ce qui concerne les envois arrivant dans des conteneurs chargés et transportés en conditions de pleine charge (FCL), le Gouvernement destinataire est responsable du déballage des conteneurs. Le surintendant du PAM doit être présent lors du déchargement des conteneurs au port de déchargement, qui doit avoir lieu lors du déchargement du navire. Tout dommage et toutes pertes constatés à ce moment sont considérés comme ayant eu lieu au cours de la période pendant laquelle le PAM détenait le titre de propriété de la cargaison. Si le déballage des conteneurs est retardé et/ou si les surintendants du PAM ne sont pas présents, tous les dommages et pertes sont considérés comme ayant eu lieu après la date à laquelle le PAM a transféré le titre de propriété au Gouvernement bénéficiaire. Si les conteneurs sont transportés de/vers le port au déchargement, non ouverts, sur le site du projet, pour la commodité du Gouvernement bénéficiaire, les surintendants du PAM ne sont pas tenus de se rendre au lieu de déchargement et tous les dommages et pertes sont imputables au compte du Gouvernement, qui se réserve le droit de réclamer de telles pertes auprès des transporteurs.

3.3 ***Livraisons par conteneur aux pays enclavés***

En ce qui concerne les expéditions vers des pays sans littoral arrivant dans des conteneurs chargés et transportés en conditions de pleine charge (FCL), le Gouvernement destinataire est responsable du déballage des conteneurs. Le surintendant du PAM doit être présent lors du déballage des conteneurs au(x) point(s) de livraison convenu(s), lequel doit avoir lieu à l’arrivée du (des) conteneur(s). Tout dommage et toutes pertes constatés à ce moment sont considérés comme ayant eu lieu au cours de la période pendant laquelle le PAM détenait le titre de propriété de la cargaison. Si le déchargement des conteneurs est retardé et/ou si les surintendants du PAM ne sont pas présents, tous les dommages et pertes sont considérés comme ayant eu lieu après le moment où le PAM a transféré le titre de propriété au gouvernement bénéficiaire. Si les conteneurs sont transportés du ou des points de livraison convenus sans être ouverts sur le site du projet, pour la commodité du Gouvernement bénéficiaire, les surintendants du PAM ne sont pas tenus de se rendre sur lieu de déchargement et les pertes et dommages sont au compte du Gouvernement, qui se réserve le droit de réclamer ces pertes aux transporteurs.

3.4 ***Achats locaux***

Lorsque les produits alimentaires sont achetés localement dans le pays, l’achat est effectué par le PAM conformément aux règles et procédures du PAM. Le Gouvernement est responsable du paiement des taxes locales sur ces achats. Le titre de propriété est récupéré par le Gouvernement à la livraison par le fournisseur. La qualité et les quantités des produits sont vérifiées par les surintendants désignés par le PAM au(x) point(s) de livraison convenu(s).

ANNEXE II

CALENDRIER DES PAIEMENTS

1. 1. Les paiements au titre du présent accord seront effectués par le gouvernement au PAM avant le lancement du processus de passation des marchés et la fourniture des services connexes, et au plus tard 10 jours ouvrables après réception de la demande de paiement.
2. Un modèle de demande de paiement est fourni à l'annexe III de l’Accord.

ANNEXE III

**DEMANDE DE PAIEMENT - FACTURE**

Conformément à l’Article 6 des Clauses générales de l’Accord entre le Gouvernement [*du/de la/des/d’ nom du pays*] et le Programme Alimentaire Mondial en date du [insérer….], le PAM demande par la présente le paiement de la somme …………dollars É.-U. au compte bancaire suivant

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|

|  |
| --- |
|  |

 |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  | **UN WORLD FOOD PROGRAMME** |
|  |  |  |  |  | **Facsimile:**  | **39-066590 632 /637** |
|  |  |  |  |  | **Telephone:**  | **39-066513(1)** |  |
|  |  |  |  |  | **http://www.wfp.org** |  |  |
|  |  |  |  |  | **Via Cesare Giulio Viola 68/70** |
|  |  |  |  |  | **00148 Rome, ITALY** |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| *All payments are to be credited to the order of:* |  | **Attn.** |  |  |  |
| **Beneficiary:** United Nations - World Food |  | **Title**  |  |  |  |
| Programme |   |   |   |  |  |  |  |  |
| **Bank:** CITIBANK NA |   |   |  | Address |  |  |  |
| **Bank Address:** Canada square Canary Wharf, |  |  |  |  |  |
| London E14 5LB UK |   |   |  |  |  |  |  |
| **SWIFT Code: C I T I G B 2 L** |   |  |  |  |  |  |
| **Sort Code:** |   |   |   |  |  |  |  |  |
| **IBAN No: GB74CITI18500813321541** |  | Date of Invoice |  |  |  |
| **USD Account: 13321541** |   |  |  |  |  |  |
|   |   |   |   |   |   |   |   |  |
| **Invoice No.** | **Description** | **Amt in USD** |  |
|   |   |   |  |
|   |   |  |
|   |   |  |
|   |   |  |
|   |   |  |
|   |   |  |
|   |   |  |
|   |   |  |
| **Total** | **Certified by:Finance Officer** | **USD** |  |
|  |
|  |
|  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  | **A PAYER DANS LES 10 JOURS APRÈS RÉCEPTION****VEUILLEZ INDIQUER LE NUMÉRO DE FACTURE LORSQUE LE PAIEMENT EST EFFECTUÉ.****TOUS LES DOCUMENTS JUSTIFICATIFS SONT JOINTS** |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |

ANNEXE IV

RAPPORT D’AVANCEMENT

1. Fréquence de rapport: Le rapport doit être soumis dans les 30 jours suivant la fin de la période de rapport conformément aux exigences du paragraphe 3 du formulaire d'accord.

2. Formulaire de rapport [*EXEMPLE. A adapter à chaque cas particulier]*:

**Période de rapport, de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

  **Date: ---------------------------**

**Partie 1: Récapitulatif narratif** décrivant brièvement l’état des activités d’achat (lancées et en cours) et les engagements pris au cours de la période de rapport. Des informations supplémentaires, en particulier en ce qui concerne le statut des ménages (tels que le % avec des notations médiocres de consommation alimentaire ou un faible indice des stratégies d’adaptation) doivent être fournies, si elles sont disponibles. Des informations qualitatives sur les problèmes de livraison ou de bénéficiaires sont également les bienvenues.

**Partie 2: État des dépenses** - renseignements financiers sur les dépenses réelles au cours de la période de rapport, y compris le solde global.

**Rapport à compter du -**

**Utilisation de la contribution**

**Projet: [……………………………………….]**

I. Part I: Fournitures

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Acheté (en tonnes) |  |  | Distribué (en tonnes) à la date du présent rapport |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

 État financier

|  |
| --- |
|  |
|  |
|  **Country Office: XXCO**  |
|  **Service User: XXX**  |
|  **Reporting Period: XX-XX-202X to XX-XX-202X**  |
|  |  |  |  |
| **Cost Elements Description** |  **Allocated Resources**  |  **Expenditure**  |  **Balance of Resources**  |
|  |   |   |   |
| **(A) Service Delivery - Provision of Supplies** **and Related Services** |  -  |  -  |  -  |
| Supplies transfer value |   |   |  -  |
| Supplies Transfer Cost |   |   |  -  |
|   |   |   |   |
| ***(B) Implementation***  |  -  |  -  |  -  |
| *Implementation Cost* |   |   |   |
|  |   |   |   |
| **('C) = (A)+(B) Total Direct Operational Costs** |  **-**  |  **-**  |  **-**  |
|  |   |   |   |
| *(D) Direct Support Cost*  |   |   |  -  |
|  |   |   |   |
| **(E) = (C) + (D) Total** |  **-**  |  **-**  |  **-**  |
|  |  |  |  |
| *(F) Management Cost Recovery (%)* |  -  |  -  |  -  |
|  |  |  |  |
|  |   |   |   |
| **(G) = (‘E) + (F) Grand Total** |  **-**  |  **-**  |  **-**  |

1. Toute référence à la "Banque mondiale" ou "la Banque" dans le présent Accord, inclut la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et l’Association internationale de développement (IDA). [↑](#footnote-ref-2)
2. *[Note aux utilisateurs "Nom du Projet" fait référence au titre du projet indiqué dans l’accord juridique (Accord de financement) conclu entre la Banque mondiale (agence assurant le financement de cet Accord) et le Gouvernement. Il ne doit pas être confondu avec le nom du projet ou du programme de l’agence de l’ONU, qui dépend d’autres sources de financement.*] [↑](#footnote-ref-3)
3. *[Note aux utilisateurs: "Accord de financement" s’entend de l’accord juridique conclu entre l’agence assurant le financement (la Banque mondiale) et le Gouvernement).*] [↑](#footnote-ref-4)
4. [*Note aux utilisateurs: Les équipes du PAM sont encouragées à contacter le Bureau juridique du PAM au cas où des éclaircissements seraient nécessaires sur la base juridique des relations avec le Gouvernement.* [↑](#footnote-ref-5)
5. Toute référence à la "Banque mondiale" ou "la Banque" dans le présent Accord, inclut la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et l’Association internationale de développement (IDA). [↑](#footnote-ref-6)
6. L’auditeur externe des comptes du Programme alimentaire mondial est l’auditeur général (ou le fonctionnaire titulaire du titre équivalent) d'un État membre de l'Organisation des Nations Unies ou de la FAO, dont le Gouvernement est membre. [↑](#footnote-ref-7)
7. Le Gouvernement peut consulter les rapports d’audit annuels du Partenaire des Nations Unies à l’adresse www.wfp.org. [↑](#footnote-ref-8)
8. *[Notes aux utilisateurs: la liste des articles peut être modifiée en fonction des produits alimentaires spécifiques inclus dans chaque accord].* [↑](#footnote-ref-9)
9. [www.worldbank.org/debarr](http://www.worldbank.org/debarr). [↑](#footnote-ref-10)
10. *Le Service des achats du PAM veillera à ce que ces obligations au titre de l’article 29 soient respectées.* [↑](#footnote-ref-11)
11. Pour satisfaire ses exigences de fonctionnement, le PAM a le droit, avec l’approbation préalable du Gouvernement, de modifier la liste des fournitures et/ou des groupes/bénéficiaires ciblés. [↑](#footnote-ref-12)